

---

# La hausse des prix est un bien

## Qui souffre définitivement de la hausse?

Marcel Mauss

---

### Marcel Mauss, un observateur de la vie économique réelle

Jean-François Bert

De son vivant, déjà, Marcel Mauss était pour beaucoup de ses collaborateurs et amis, quelqu'un d'insaisissable, d'inassignable, toujours au-delà des sciences qu'il enseignait qu'il s'agisse de l'histoire des religions à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes ; de l'ethnologie, à partir de 1925 à l'Institut d'Ethnologie, institut qu'il dirigea de concert avec Lucien Lévy-Bruhl et Paul Rivet ; ou encore de la sociologie, à son arrivée en février 1931, au Collège de France.

Aujourd'hui déposées à l'IMEC (Institut Mémoires de l'Edition Contemporaine), ses archives reflètent l'éclatement constant d'une pensée originale et curieuse qui ne relève pas seulement de la simple recherche sociologique et anthropologique. Mauss a également été un savant engagé, un fin observateur de la conjoncture économique et politique. Posture qu'il partage avec d'autres "savants" de son époque, en particulier son maître et ami le linguiste Antoine Meillet, professeur au Collège de France et grand passionné de la presse internationale économique.

La pensée de Mauss est bien plus souple qu'on ne le croit ! Lui même pensait « *qu'il ne fallait pas agiter perpétuellement les questions de méthodologie* »<sup>1</sup>.

C'est en 1895, alors qu'il suit les enseignements de son oncle Emile Durkheim à l'Université de Bordeaux, que Mauss s'engage dans le mouvement socialiste et qu'il participe régulièrement à des revues et des journaux politiques dont l'*Humanité* ou le *Mouvement socialiste* de Sorel. Il ne se départira d'ailleurs jamais totalement de cette visée à la fois journalistique et scientifique, ni de son goût pour une information factuelle, précise et complète, pour l'examen minutieux des causes, pour l'analyse des phénomènes comme événements, pour l'attention aux différences nationales et pour les vertus explicatives du comparatisme. Un principe essentiel qui parcourt l'ensemble de son œuvre : « *Il faut procéder du concret à l'abstrait et non pas inversement* »<sup>2</sup>.

Parmi les très nombreux textes politiques de Marcel Mauss republiés<sup>3</sup>, celui-ci, intitulé "La hausse des prix est un bien" était initialement prévu pour *La revue de l'enseignement primaire*

---

1. Marcel Mauss, "La Prière", in *Œuvres*, Tome I, Paris, Minuit, 1968, p. 385.

2. Marcel Mauss, "Les techniques du corps", in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950, p. 365.

3. Voir Marcel Mauss, *Œuvres politiques*, Paris, Fayard, 1997.

*et primaire supérieur* qui dès 1919, dans sa partie “social”, faisait grand cas de la crise économique internationale, de l’augmentation démesurée de la dette publique française, mais aussi de la situation diplomatique et politique, en particulier en Russie avec les expériences bolchéviques de transformations sociales<sup>4</sup>.

Après quatre ans de guerre passés au front, Mauss est revenu à la vie civile avec la ferme intention d’intervenir dans le débat politique et social pour condamner les diverses formes de radicalisation nationaliste qui émergent en Europe. Il devient, parmi les militants socialistes, l’un des plus aptes à cette tâche, en particulier grâce à ses compétences de sociologue qui lui permettent de saisir toute la richesse des “expériences” étrangères<sup>5</sup>.

De 1919 à 1922, Mauss publiera plus d’une centaine de textes portant sur la question des relations internationales, le rôle de l’armée, la théorie socialiste mais surtout sur les conséquences directes de la guerre mondiale. Au coût humain – Mauss est directement touché par la mort de ses collègues et amis proches qui avaient, comme lui, participé à l’aventure de l’*Année sociologique*<sup>6</sup> –, s’ajoute en 1919 la crainte d’une régression économique et morale sans précédent, synonyme pour le sociologue de nombreux dérèglements sociaux voire même d’une recrudescence de conflits violents entre les classes sociales.

Cette régression économique commune à l’ensemble des pays européens résulte de plusieurs facteurs dont une économie mondiale qui était alors essentiellement tournée vers la guerre<sup>7</sup>, un ensemble de décisions politiques désastreuses, des pratiques économiques périlleuses mais aussi des phénomènes de croyance et de foi dans la monnaie que le politique, plus particulièrement pour la France, ne peut arriver ni à anticiper ni même à maîtriser.

Dans ce texte, Mauss cherche à déterminer les différents phénomènes qui concourent à la hausse de prix. Pourquoi, en l’occurrence, l’indice du coût de la vie de base passe de “289” en 1919 à “368” en 1920, pour finir à “535” en 1926<sup>8</sup> ?

Si Mauss n’hésite pas à mettre en cause la politique de Poincaré, son argumentation fait surtout référence à l’économie réelle (travail, salaire, sol) et aux efforts que devront fournir les individus pour retrouver une vie normale. Il stigmatise surtout le manque de moralité

4. Il suffit par exemple de citer l’article de Georges Boudon du 24 août 1919 intitulé “La vie chère”, ou celui de Gustave Téry : “Les organisateurs de la vie chère”, qui accusent directement le comité des forges de fixer arbitrairement le prix des matières premières et de spéculer sur la montée des prix pour comprendre l’importance de cette question.
5. Un exemple : Mauss avait alors l’intention de publier un court livre intitulé *Appréciation sociologique du bolchevisme*, dans lequel le bolchevisme serait analysé comme un événement de la Révolution Russe, produit d’une minorité agissante. Voir Marcel Mauss, “Appréciation sociologique du bolchevisme”, *Revue de Métaphysique et de Morale*, vol. 31, n° 1, janvier 1924.
6. Dans un mémoire destiné à Charles Andler et Sylvain Lévi, rédigé au début des années 1930 à l’occasion de sa candidature au Collège de France, Mauss rappelle cette terrible période : « Le grand malheur de ma vie scientifique, ce n’est pas l’arrêt de mon travail pendant quatre ans et demi de guerre, ce n’est pas l’arrêt d’un an de maladie (1921-1922), ce n’est même pas le désespèrement que m’infligèrent les morts prématurées de Durkheim et d’Hubert ; c’est la perte, pendant ces douloureuses années, de mes meilleurs élèves et de mes meilleurs amis. On peut dire que ce fut une perte pour cette branche de la science française. Pour moi, c’était l’effondrement. Le meilleur peut-être de ce que j’avais pu transmettre de moi-même, disparaissait avec eux ». In “L’œuvre de Marcel Mauss par lui-même”, *Revue française de sociologie*, vol. 20, n° 1, 1979, pp. 209-220
7. C’est le 5 août 1914, trois jours après la déclaration de guerre allemande, que le gouvernement français vote une loi permettant d’élever les émissions de billets de 6,8 milliards à 12 milliards. La Banque de France cependant a été dispensée de rembourser ces nouveaux billets en espèces d’or ou d’argent.
8. La revue de *l’enseignement primaire et primaire supérieur*, sous la plume de Jean-Noël, fait une grande place à cette crise de l’augmentation des prix. On peut lire un propos assez proche de celui de Mauss : « L’ouvrier avec 20 francs par jour, est donc plus malheureux en 1920 qu’avec 8 francs en 1914. Le petit fonctionnaire, dont le traitement est devenu deux fois et demi plus fort arrive encore moins qu’auparavant à joindre les deux bouts ». In Jean-Noël, “La crise des salaires”, *L’enseignement primaire et primaire supérieur*, 3 octobre 1921, pp. 6 et 7.

des spéculateurs qui finissent par provoquer la crise et la hausse des prix en espérant pouvoir plus tard en profiter. Plusieurs solutions sont avancées : le renoncement à tout emprunt, la recherche, par une drastique réduction des dépenses, de l'équilibre budgétaire, et surtout la dévaluation de l'ensemble des monnaies européennes.

En effet, aucune nation ne peut s'isoler des dévaluations successives qui touchent alors l'ensemble des monnaies européennes. La Livre sterling mise à part, toutes les monnaies « sont entraînées dans le tourbillon final : le franc vaut ce que valait le mark en mars 1918 ; la Couronne autrichienne vaut moins que le rouble soviétique, il y a un an ; la lire, le leu roumain, le mark polonais et le finlandais, la couronne tchécoslovaque et la hongroise s'étagent entre ces différentes limites »<sup>9</sup>.

Cette indépendance nationale est d'autant plus compromise que l'ensemble des politiques économiques mises en pratiques par les pays belligérants à partir de 1918 pour régler la question de la crise économique sont essentiellement tournées vers la recherche de la "production" et non de l'"économie". Des politiques, aussi, qui ont fini par abuser une grande partie des personnes déjà durement touchées par quatre années de guerre : « le bon poilu, forcé de se remonter et qui se mettait en ménage, achetait ; et le bon citoyen qui voulait se délasser des affres de l'arrière, achetait ; et le mercanti qui voulait dissimuler ses bénéfices de guerre ou en jouir, achetait. On importa pour plus de 30 milliards de francs-or qu'on n'exporta en deux ans. On importa pour plusieurs milliards d'objets de luxe pour lesquels un gouvernement digne de ce nom n'eût jamais dû donner aucune licence d'importation »<sup>10</sup>.

Pour autant, la crise que connaît la France est tout à fait spécifique.

Celle-ci n'a pas seulement pour origine la hausse des salaires, le gonflement excessif de la masse monétaire disponible, ou l'augmentation des déficits budgétaires de l'Etat. Elle s'explique d'abord pour Mauss par le déséquilibre constant des cours du change et l'erreur grossière des spéculateurs qui ne s'étaient pas suffisamment inquiétés du déficit budgétaire élevé de la jeune République de Weimar qui, en 1918, hérite d'un lourd passif. L'Allemagne ne pourra pas payer ses dettes, contrairement à ce que tous avaient espéré au sortir du traité de Versailles.

Si la question économique importe autant à Mauss qui, au même moment, continue sa carrière à l'Ecole Pratique en science des religions, c'est d'abord pour les conséquences morales qu'une telle crise inflige.

Inutile de revenir à Marx pour comprendre combien la question de la monnaie, qui transforme le prix virtuel d'une marchandise en un prix réel, comme celle de la transaction, sont des phénomènes parmi les plus importants de la vie sociale, et ce quelle que soit la société. Mauss qui s'intéresse au *Potlatch* de l'Amérique du nord, relevé par Boas, comme à celui des sociétés mélanésiennes par Malinowski, craint surtout le retour à un individualisme archaïque, à la fin des solidarités et à un accroissement sans précédent du fossé qui sépare les différentes classes sociales. Le risque est "politique" : la plupart des pays belligérants connaissent une forte recrudescence des radicalismes fasciste, comme en Italie, ou socialiste, comme en Russie et en Allemagne.

Mauss ne cherche pas, dans une critique facile, à sortir de l'économie de marché qu'il sait incontournable dans le monde économique moderne<sup>11</sup>.

Il plaide pour un système plus sûr qui se doit d'assurer la liberté des transactions et surtout permettre une vie sociale normale. Même si, et il faut le préciser, il n'y a aucune relation directe entre les textes politiques de Mauss et son œuvre scientifique et théorique – paradoxe troublant du reste – le texte que voici fait montre d'une réelle posture sociologique : mesurer ce qu'un événement, ici économique, peut apporter de nouveau dans un contexte social spécifique.

9. *Le populaire*, 4 décembre 1922.

10. Voir Marcel Mauss, *Ecrits politiques*, op. cit., p. 572.

11. Il indiquera en 1924 : « La liberté de marché est la condition absolument nécessaire de la vie économique. Il faut le constater, dût ceci désespérer les socialistes doctrinaires, les communistes ou des économistes distingués ». *Œuvres*, op. cit., p. 541.

C'est dans la conclusion "morale et politique" de son *Essai sur le Don* (1924)<sup>12</sup>, que Mauss préconise le développement d'une nouvelle morale fondée sur la générosité réciproque, la redistribution des richesses et la nationalisation de certaines entreprises. Système proche de celui de la "*caritas*" ici utilisé dans son double sens d'"amitié" et de "communauté". Loin de s'enfermer dans l'étude des sociétés archaïques, son *Essai* peut être étendu à nos propres sociétés : « nous n'avons pas qu'une morale de marchands. Il nous reste des gens et des classes qui ont encore les mœurs d'autrefois et nous nous y plions presque tous, au moins à certaines époques de l'année ou à certaines occasions »<sup>13</sup>. Des hypothèses qui peuvent servir à « entrevoir de meilleurs procédés de gestion applicables à nos sociétés »<sup>14</sup>. Une meilleure gouvernance, dirait-on aujourd'hui, qui nous oblige à comprendre que le marché a ses propres règles, des règles que le monde politique ne peut facilement soumettre à ses décisions même avec un volontarisme forcené.

Jean-François Bert

---

12. Marcel Mauss, "Essai sur le don", in *Sociologie et anthropologie*, op. cit.

13. *Ibid.*, p. 258

14. *Ibid.*, p. 266.

Rev. des Prix  
1949  
M. de J.

La hausse des prix et un bien

Il est entendu que, nous autres universitaires, et généralement tous fonctionnaires, à traitements normalement bas, et en principe fixes sommes les victimes de la cherté de la vie. N'ayant que des moyens inefficaces pour nous défendre, n'apportant sur le marché aucune marchandise, ni travail manuel que nous pourrions mettre en surenchère

qui souffre définitivement de la hausse?

ne voyant que lentement – si nous les voyons jamais – nos salaires haussés proportionnellement aux hausses générales, nous cherchons naturellement à lutter contre la hausse, et demandons les efforts nécessaires contre la vie chère. Reste à savoir si nous ne nous trompons pas et s'il ne vaut pas mieux lutter contre les traitements infimes que contre les prix élevés que nous ne pouvons plus payer.

La classe ouvrière qui peut défendre et accroître ses salaires qui compensera ceci par cela peut plus aisément se résigner à des mouvements dans les prix. La classe bourgeoise en général elle a profité de cette hausse – propriétaires urbains ou fonciers capitalistes d'affaires – elle bénéficie de la hausse sauf celles de ses parties qui ne vit que de revenus fixes. La classe paysanne qui en est la principale bénéficiaire, en fait, ne fait aucun effort de baisse. Selon le vieux principe des physiocrates "la hausse des prix profite au sol". Aucun espoir que, dans un pays de petite propriété rurale comme la France, on ait aucune sympathie pour aucun mouvement qui tentera de ramener le numéraire des campagnes où il va, vers les villes où on le dépense.

## La hausse des prix est un bien

### Qui souffre définitivement de la hausse?

Il est entendu que, nous autres universitaires, et généralement tous fonctionnaires, à traitements normalement bas, et en principe fixes sommes les victimes de la cherté de la vie. N'ayant que des moyens inefficaces pour nous défendre, n'apportant sur le marché aucune marchandise, ni travail manuel que nous pourrions mettre en surenchère

– ne voyant que lentement – si nous les voyons jamais – nos salaires haussés proportionnellement aux hausses générales, nous cherchons naturellement à lutter contre la hausse, et demandons les efforts nécessaires contre la vie chère. Reste à savoir si nous ne nous trompons pas et s'il ne vaut pas mieux lutter contre les traitements infimes que contre les prix élevés que nous ne pouvons plus payer.

La classe ouvrière qui peut défendre et accroître ses salaires qui compensera ceci par cela peut plus aisément se résigner à des mouvements dans les prix. La classe bourgeoise en général elle a profité de cette hausse – propriétaires urbains ou fonciers capitalistes d'affaires – elle bénéficie de la hausse sauf celles de ses parties qui ne vit que de revenus fixes. La classe paysanne qui en est la principale bénéficiaire, en fait, ne fait aucun effort de baisse. Selon le vieux principe des physiocrates "la hausse des prix profite au sol". Aucun espoir que, dans un pays de petite propriété rurale comme la France, on ait aucune sympathie pour aucun mouvement qui tentera de ramener le numéraire des campagnes où il va, vers les villes où on le dépense.

En somme seuls les rentiers, les fonctionnaires, et en général  
quiconque avait un revenu fixe et non pas un salaire qu'il pût débattre  
sont actuellement victimes de la hausse des prix.

Encore! Si les fonctionnaires savent s'entendre, ils ne seront point victimes. Si par ce  
temps de reconstitution morale et industrielle du pays, d'adminis-  
tration intense, de rééducation forcées, de circulation doublée, ils ne savent  
pas faire sentir qu'eux aussi sont des travailleurs, et indispensables  
et dont les salaires doivent suivre les prix, ils seront bien maladroits.

Donc, sauf erreur, une seule classe, ou plutôt fraction de la classe  
bourgeoise, la rentière, à revenus fixes, est destinée à être la  
victime définitive de la hausse des prix. Prouvons qu'il y a dans cette  
classe de retraités, de petits rentiers qui sont en somme d'anciens  
travailleurs, d'estimables bonnes "vieilles familles" de province, <sup>représentant de saines traditions d'économie, de travail domestique, de vertus intimes et de politesse.</sup>  
représentant de saines traditions d'économie, de travail domestique, de vertus intimes et de politesse,  
qui est et demeure à voir souffrir de méritantes personnes. Mais  
nous aurons vite mesuré le nombre de ces classes, en disant  
qu'elles <sup>sont</sup> représentent moins d'un demi-million de familles en France.  
considérablement moins nombreuses que celles dont la fortune fut totalement  
bouleversée par l'invasion du Nord de la France. La totalité  
des familles de petite et moyenne bourgeoisie, <sup>et moyenne</sup> étant sûrement inférieure à 1.500.000,  
comme il résulte des statistiques de l'héritage d'avant la guerre,

En somme seuls les rentiers, les fonctionnaires, et en général  
quiconque avait un revenu fixe et non pas un salaire qu'il pût débattre  
sont actuellement victimes de la hausse des prix.

Encore! Si les fonctionnaires savent s'entendre, ils ne seront point victimes! Si par ce  
temps de reconstitution morale et industrielle du pays, d'adminis-  
tration intense, de rééducation forcées, de circulation doublée, ils ne savent  
pas faire sentir qu'eux aussi sont des travailleurs, et indispensables  
et dont les salaires doivent suivre les prix, ils seront bien maladroits.

Donc, sauf erreur, une seule classe, ou plutôt fraction de la classe  
bourgeoise, la rentière, à revenus fixes, est destinée à être la  
victime définitive de la hausse des prix. Prouvons qu'il y a dans cette  
classe des retraités, des petits rentiers qui sont en somme d'anciens  
travailleurs, d'estimables bonnes "vieilles familles" de province  
représentant de saines traditions d'économie, de travail domestique, de vertus intimes et de  
politesse.

Disons qu'il est dommage de voir souffrir de méritantes personnes. Mais  
nous aurons vite mesuré le nombre de ces classes.

Elles sont  
considérablement moins nombreuses que celles dont la fortune fut totalement  
bouleversée par l'invasion du Nord de la France. La totalité  
des familles de petite et moyenne bourgeoisie étant sûrement inférieure à 1.500.000,  
comme il résulte des statistiques de l'héritage d'avant la guerre,

il est raisonnable de supposer que cette classe à revenus fixes n'en représentait pas plus du tiers.  
 et ne dépassait pas le demi-million de foyers. <sup>cette classe à revenus fixes</sup>  
 Certes leurs intérêts sont liés à ceux <sup>de la bourgeoisie et des fonctionnaires.</sup>  
 des autres classes de la bourgeoisie <sup>et des fonctionnaires.</sup> Mais celles-là gagneront d'un côté ce qu'elles perdront d'un autre.  
 Quant aux petits rentiers eux-mêmes, <sup>si par ailleurs</sup>  
 dont les revenus se composent d'ordinaire d'une partie fixe (héritage [...]) et d'une partie variable (salaires, bénéfices), <sup>ils sont relativement moins nombreux dans la classe bourgeoise.</sup>  
 en ce pays où la rente viagère est si peu recherchée par rapport au capital écono-  
 misé, ils sont relativement moins nombreux dans la classe bourgeoise.  
 Le nombre des gens qui sont hors d'état de bénéficier de la plus value  
 générale et qui en pâtissent irrémédiablement est en somme restreint.  
 Ainsi, sauf sur un point – douloureux il est vrai – la  
 hausse des prix n'est pas un mal. Une seule classe a ou aura le droit  
 de s'en plaindre. Toutes les autres en profiteront ou s'y adapteront.  
 Par ailleurs elle est un bien.  
 A deux points de vue – à celui de la reconstitution  
 de la vie nationale.  
 à celui de la solution des problèmes budgétaires –  
 financiers en général.  
 La hausse des prix et la  
 production.  
 Le problème actuel n'est nullement celui de la baisse de la valeur  
 des produits, mais celui de l'existence des produits. Il faut

il est raisonnable de supposer que cette classe à revenus fixes n'en représentait pas plus du tiers et ne dépassait pas le demi-million de foyers.

Certes leurs intérêts sont liés à ceux

des autres classes de la bourgeoisie et des fonctionnaires.

Mais celles-là gagneront d'un côté ce qu'elles perdront d'un autre.

Quant aux petits rentiers eux-mêmes,

dont les revenus se composent d'ordinaire d'une partie fixe (héritage [...]) et d'une partie variable (salaires, bénéfices),

en ce pays où la rente viagère est si peu recherchée par rapport au capital écono-  
misé, ils sont relativement moins nombreux dans la classe bourgeoise.

Le nombre des gens qui sont hors d'état de bénéficier de la plus value  
générale et qui en pâtissent irrémédiablement est en somme restreint.

Ainsi, sauf sur un point – douloureux il est vrai – la

hausse des prix n'est pas un mal. Une seule classe a ou aura le droit  
de s'en plaindre. Toutes les autres en profiteront ou s'y adapteront.

Par ailleurs elle est un bien

A deux points de vue – à celui de la reconstitution  
de la vie nationale.

à celui de la solution des problèmes budgétaires –  
financiers en général.

La hausse des prix et la  
production.

Le problème actuel n'est nullement celui de la baisse de la valeur  
des produits, mais celui de l'existence des produits. Il faut

Manger, et rebâti, <sup>il me</sup> et savoir quel prix on paiera les produits  
En fait, on compte que les stocks sont à peu près épuisés; que les terres  
peu ou point fumées, et en tout cas mal travaillées, nécessitent  
d'immenses frais pour revenir à une production digne de ce temps.  
On compte que même la plus grande économie dans le cheptel national  
n'en permettra la reconstitution que d'ici quatre ans. On compte que  
la réadaptation des usines de guerre à des travaux de paix, ne peut se faire  
avant la fin de cette année; et que la reconstruction des mines et  
des industries du Nord, ne pourra être terminée avant 10  
ans. La remise des terres en état ne pouvant être terminée dans un laps  
de moins de 20 ans, certaines étant irrémédiablement perdues, comme  
une grande partie  
Albert et Bapaume, Corbie et Peronne.

ce qui est encore plus grave c'est que notre  
situation n'est pas la pire. La France avait la richesse qu'elle  
a dépensée. Et il lui en reste. D'autres peuples sont non seulement totalement ruinés, mais tout  
ressort de la production est brisé chez eux. Dans le monde  
les réservoirs de grains et de vivres, comme la Sibérie, la Russie,

manger et rebâti, et non savoir quel prix on paiera les produits.  
En fait, on compte que les stocks sont à peu près épuisés, que les terres  
peu ou point fumées, en tout cas mal travaillées, nécessitent  
d'immenses frais pour revenir à une production digne de ce temps.  
On compte que même la plus grande économie dans le cheptel national  
n'en permettra la reconstitution que d'ici quatre ans. On compte que  
la réadaptation des usines de guerre à des travaux de paix, ne peut se faire  
avant la fin de cette année : et que la reconstruction des mines et  
des industries du Nord, ne pourra être terminée avant 10  
ans. La remise des terres en état ne pouvant être terminée dans un laps  
de moins de vingt ans, certaines étant irrémédiablement perdues comme  
une grande partie de cette bande de terre qui s'étend entre Arras et Cambrai,  
Albert et Bapaume, Corbie et Peronne.  
Ce qui est encore plus grave c'est que notre  
situation n'est pas la pire. La France avait la richesse qu'elle  
a dépensée. Et il lui en reste. D'autres peuples sont non seulement totalement ruinés, mais tout  
ressort de la production est brisé chez eux.  
Des réservoirs de grains et de vivres, comme la Sibérie, la Russie,

On y mangera les semences.  
La Roumanie sont taris. D'immenses populations sont à peine vêtues,  
ne sont plus chaussées, ni logées, ni en rien équipées. Il va falloir reconstituer  
tout cela..., si on le peut. La levée du blocus pour les centraux  
sera le signe d'un appel formidable de marchandise. Celle du blocus de la Russie  
sera l'ouverture d'un immense marché. Le détraquement des cours  
sera encore pire qu'il n'est.

Dans ces conditions le problème est de produire,  
chez nous, pour nous, au plus vite.

Or il n'y a que deux moyens, ~~seulement~~  
connus d'assurer une production: le premier est la contrainte:  
la réquisition, la corvée, l'organisation militaire... Déjà  
médiocres, en temps de guerre, les résultats n'en avaient été relative-  
ment suffisants que parce que les économistes, après tout distingués,  
qui entourèrent Lloyd George et Thomas, surent qu'au fond ils  
devaient en même temps inciter les producteurs par de larges  
rémunérations de leur capital et de leur travail. L'échec de tout  
système de ~~la~~ contrainte est notoire en Russie où malgré  
la bêtise et l'apathie publique, Ukrainiens d'abord résistant à

la Roumanie sont taris. On y mange les semences. D'immenses populations sont à peines vêtues, ne sont plus chaussées, ni logées, ni en rien équipées. Il va falloir reconstituer tout cela..., si on le peut. La levée du blocus pour les centraux sera le signe d'un appel formidable de marchandise. Celle du blocus de la Russie sera l'ouverture d'un immense marché. Le détraquement des cours sera encore pire qu'il n'est.

Dans ces conditions le problème est de produire, chez nous, pour nous, au plus vite.

Or il n'y a que deux moyens connus d'assurer une production. Le premier est la contrainte : la réquisition, la corvée, l'organisation militaire... Déjà médiocres, en temps de guerre, les résultats n'en avaient été relativement suffisants que parce que les économistes, après tout distingués, qui entourèrent Lloyd George et Thomas, surent qu'au fond ils devaient en même temps inciter les producteurs par de larges rémunérations de leur capital et de leur travail. L'échec de tout système de la contrainte est notoire en Russie où malgré la bêtise et l'apathie publique, Ukrainiens d'abord résistant à

l'Allemagne, Russes résistant aux bolchevistes ont en somme arrêté  
la production, les denrées fondamentales. La force, la nécessité la plus  
brutale n'ont pas pu obliger l'économie rurale à sortir de son état de  
rétraction, de fermeture, qui ramène toute la plaine Russe à des états  
barbares de la production et de l'échange.

Le seul mobile à la production c'est l'intérêt.

Le ~~commerce~~ travail pour créer des valeurs ne peut  
avoir d'autre vrai motif que la valeur donnée à cette création  
sanctionnée par une hausse. Le prix n'est que l'expression  
reconnaissance de l'état de choses sur le marché. C'est lui qui  
appelle les marchandises sur un marché plutôt que sur un autre.  
C'est lui qui fait sortir les valeurs du néant à l'emploi de  
nouveaux modes <sup>meilleurs</sup> de production, que l'on eut pu parfaitement utiliser, mais  
que l'on n'avait pas jusqu'à lors intérêt à employer. Il est  
parfaitement connu que les périodes de grand développement du  
machinisme sont celles où les hauts prix incitaient à  
réduire les frais généraux 1853-1855 - 1871-1873. Après la guerre  
de Crimée, celle de 1870, furent les périodes, dans l'Europe  
occidentale, de hausse générale et définitive des prix et

l'Allemagne, Russes résistant aux bolchevistes ont en somme arrêté  
la production des denrées fondamentales. La force, la nécessité la plus  
brutale n'ont pas pu obliger l'économie rurale à sortir de son état de  
rétraction, de fermeture, qui ramène toute la plaine Russe à des états  
barbares de la production et de l'échange.

Le seul mobile à la production c'est l'intérêt.

La [...] pour création des valeurs ne peut  
avoir d'autres vrai motif que la valeur donnée à cette création  
sanctionnée par une hausse. Le prix n'est que la  
reconnaissance de l'état des choses sur le marché. C'est lui qui  
appelle les marchandises sur un marché plutôt que sur un autre  
et c'est lui qui fait sortir les valeurs du néant. C'est lui qui incite à l'emploi de  
nouveaux modes meilleurs de production, que l'on eut pu parfaitement utiliser, mais  
que l'on n'avait pas jusqu'à lors intérêt à employer. Il est  
parfaitement connu que les périodes ou les lieux de grand développement du  
machinisme coïncident avec les pays et les temps où de hauts prix incitaient à  
réduire les frais généraux 1853-1855 - 1871-1873. Après la guerre  
de Crimée, celle de 1870, furent les périodes, dans l'Europe  
occidentale, de hausse générale et définitive des prix et

Elles furent aussi celles qui ont déterminé  
les développements industriels ultérieurs. (Le moment 19)

Même les crises de ce genre apportent des changements considérables  
dans la vie des producteurs. L'exemple le plus illustre est celui de la  
brusque diminution <sup>brusque diminution</sup> du servage proprement dit après le 13<sup>e</sup> siècle dans nos pays, et  
de la transformation des serfs en tenanciers et métayers. <sup>Les serfs restèrent</sup>  
aux droits féodaux, mais qui en échange de leur travail <sup>reçurent</sup>  
en somme le premier des biens, la propriété de leur corps et de celui de  
leurs, en attendant que la Révolution <sup>leur</sup> leur donnât à ces classes la  
propriété des terres.

La hausse des prix est en ce moment formidable.  
On sait ce que c'est que l'Index Number de Sauerbeck, <sup>comme</sup>  
comme que l'Economist la grande revue anglaise publie avec  
tant de zèle. C'est le chiffre des moyennes de prix des  
principales marchandises comparé aux moyennes des mêmes prix  
des mêmes marchandises en particulier aux années "choisies"  
comme originaires (v. l'encyclopédie). Or l'Index  
Number de Juillet 1914 était de 119, celui de Juin 1916 de 191,  
de Juin 1917 de 256, d'Août 1918 de 285. - La hausse  
en Angleterre a d'ailleurs été moindre qu'en France à cause

des développements industriels subséquents. Elles furent aussi celles à qui [...] Même les crises de ce genre apportent des changements considérables dans la vie des producteurs. L'exemple le plus illustre est celui de la brusque diminution du servage proprement dit après le 13<sup>e</sup> siècle dans nos pays et de la transformation des serfs en tenanciers et métayers. Ceux-ci restèrent soumis certes aux droits féodaux, mais qui en échange de leur travail, dont on eut besoin alors, reçurent en somme le premier des biens, la propriété de leur corps et de celui des leurs, en attendant que la Révolution leur donnât à ces classes la propriété des terres.

La hausse des prix est en ce moment formidable. On sait ce que c'est que l'Index Number de Sauerbeck que l'Economist, la grande revue anglaise publie avec tant de zèle. C'est le chiffre des moyennes de prix des principales marchandises comparé aux moyennes des mêmes prix des mêmes marchandises en particulier aux années "choisies" en Angleterre comme originaires (v. [...] encyclopédie). Or l'Index Number de Juillet 1914 était de 119, celui de Juin 1916 de 191, de Juin 1917 de 256, d'Août 1918 de 285. La hausse en Angleterre a d'ailleurs été moindre qu'en France à cause

D'une plus grande discipline dans la consommation et la distribution,  
Et celle de 1919 sur 1918 est encore notable. Je n'ai aucune justification  
pour me dire que l'on trouve à l'art. 15 du rapport du Conseil d'Admini-  
stration de notre grande Union de Coopération le moyen de  
hausser de <sup>sur l'eau</sup> ~~l'eau~~ et de 10 à 20%, et je n'ai rien de mieux  
que le riz et le tambour.

Pour certains articles, il s'agit simplement d'augmenter  
de la guerre avait continué la production <sup>possible</sup> de coton se serait trouvée inférieure  
de 1/3 à la consommation prévue.

Une offre de prix rémunératrice de l'entreprise,  
et du travail et donc le seul remède efficace à la crise de la production.

Et d'ailleurs, il n'est pas d'un directeur, Ernest.  
Et tout cela qui est en grande partie aguerri. De même  
qu'en 1855-1860, 1872-75. Les hausses de prix et de salaires  
sont maintenant pour grande partie et définitivement.

Et la hausse des prix solution  
permettra la solution des problèmes budgétaires

~~Noté tout~~ Une partie de cette hausse, - 4.

d'une plus grande discipline dans la consommation et la distribution. Et celle de 1919 sur 1918 est encore notable. Je n'en veux pas d'autre preuve que celle que l'on trouvera à la p. 15 du rapport du Conseil d'Administration de notre Grande Union de Coopération. La moyenne des hausses de Décembre est de 10 à 20% et je ne trouve de baisse que sur le riz et le saindoux.

Pour certains articles ils sont simplement introuvables.

Si la guerre avait continué, la production possible du coton se serait trouvée inférieure de 1/3 à la consommation prévue

Une offre de prix rémunératrice de l'entreprise et du travail est donc le seul remède efficace à la crise de la production.

Et d'ailleurs inutile d'en discuter. Elle est.

Et sans doute qu'elle est en grande partie acquise. De même qu'en 1855-1860, 1872-75 les hausses de prix et de valeurs furent maintenues pour grande partie et définitivement.

---

La hausse des prix  
permettra la solution des problèmes budgétaires

---

Une partie de cette hausse [...]

---

*La Part de l'Œil* remercie vivement Monsieur Robert Mauss et l'IMEC pour nous avoir aimablement autorisé à reproduire ce texte. IMEC document MAS 28.17.  
Transcription : Jean-François Bert

Revue de pensée  
des arts plastiques

# La Part de l'Œil

numéro 25 • 26

2010 • 2011

**Dossier**

**L'art et la fonction symbolique**

